

BÉJAIA : LA RUE S'ENFLAMME À TRAVERS PLUSIEURS LOCALITÉS DE LA WILAYA

Les RN 12,9 et 26 bloquées par des manifestants

La rue s'est une nouvelle fois enflammée, hier, à travers plusieurs municipalités de la wilaya de Béjaïa.

Les trois principaux axes routiers reliant le chef-lieu de la capitale des Hammadites aux autres wilayas du pays ont été pour la énième fois, depuis le début de l'année, fermés ce dimanche à la circulation.

En effet, dans la ville balnéaire de Souk El Tenine, sur la côte est béjaouie, ce sont les habitants du quartier le «Lotissement» qui ont investi le chemin de la protestation pour réclamer un meilleur cadre de vie dans leur cité. C'est ainsi qu'après avoir scellé le siège de leur APC et celui de la daïra, les citoyens protestataires ont procédé à la fermeture de la RN 9, reliant Béjaïa à Sétif, au trafic routier. Les manifestants demandent le revêtement de la route menant vers leur cité.

A El Kseur, les 126 ex-agents de sécurité exerçant dans les trois résidences universitaires de Berchiche ont, à leur tour, bloqué tôt dans la matinée, la RN 12 à hauteur de l'entrée de cette ville pour réclamer le renouvellement

de leur contrat de travail. Les usagers de cette importante voie de communication ont été contraints de faire un long détour par la municipalité d'Amizour pour se rendre à Béjaïa. «Le recrutement se fait par voie de concours.

Une opération que refusent en bloc les protestataires qui exigent que l'ensemble des agents de sécurité soit réintégré. Pour ces travailleurs, il n'est pas question que l'un de leurs camarades se fasse licencié, après quatre années de service dans les résidences universitaires», indique à ce sujet le directeur des œuvres universitaires de Béjaïa à la presse.

Les mêmes scènes de blocage de la route sont observées aussi sur la RN 26 au niveau de l'entrée de la ville d'Akbou. Des résidents de la cité GMS ont investi cet axe routier pour protester contre le retard observé pour la distribution des logements sociaux dont les travaux de réalisation auraient été ache-

vés depuis plusieurs mois à Akbou, a-t-on appris d'une source locale.

Au niveau de la ville de Béjaïa, une centaine de travailleurs de l'Entreprise des travaux d'électricité (ETDE), sans salaire depuis dix-sept mois, ont organisé dans la matinée un sit-in devant le siège de la wilaya. Les protestataires réclament le

paiement de leurs arriérés de salaires et de leurs indemnités. Les manifestants exigent par la même occasion la reprise de leur entreprise par l'Etat, conformément, indique-t-on, à l'article 76 de la Loi de finances complémentaire (LFC) de 2010.

L'article en question stipule, selon les syndicalistes de l'ETDE que les entreprises rachetées

par les travailleurs peuvent être reprises par l'Etat dans le cas où celles-ci font face à des difficultés financières.

La section syndicale des travailleurs de l'ETDE affiliée à l'UGTA et le comité de participation de l'entreprise ont été reçus en marge du rassemblement, par le chef de cabinet du wali, a-t-on appris.

A. K.

Un jeune homme de 25 ans s'immole à Aokas

La population de la localité de Mesbah, relevant de la commune d'Aokas, dans la wilaya de Béjaïa, s'est réveillée, avant-hier, sous un terrible choc, celui de l'immolation d'un de ses jeunes, bien connu et estimé au village, prénommé Zidane Nadjim, âgé d'à peine 25 ans.

Le corps dénudé et sans âme, complètement calciné du jeune homme, a été retrouvé par l'un des membres de sa famille, très tôt dans la matinée du dimanche devant le domicile familial.

Selon les premières constatations de la Gendarmerie nationale, qui s'est immédiatement rendue sur le lieu du drame, le jeune homme en question aurait utilisé 2 litres d'essence pour s'asperger avant de passer à l'acte fatal et ce, en prenant le soin de se déshabiller et mettre à l'abri ses

vêtements qui ont été découverts non loin du lieu de l'immolation. Le corps de la victime a été transféré dans la journée d'hier vers l'hôpital Frantz Fanon de Béjaïa pour subir une autopsie à la demande des autorités judiciaires.

A noter que le jeune homme en question est employé dans un complexe touristique situé à Aokas et ne présente aucun trouble psychiatrique, selon son entourage qui n'arrive pas à comprendre son passage à l'acte suicidaire.

Dans le même contexte, nous avons appris qu'un vieil homme âgé de 88 ans, résidant à Ifri Ouzellaguen, a été découvert le week-end dernier mort, pendu à un arbre. Un acte désespéré qui a mis en émoi toute la population de la région.

Kamel Gaci

ILS ONT ÉTÉ EMBARQUÉS AVANT MÊME D'ENTAMER LEUR MARCHÉ

La chasse aux gardes communaux

Dimanche 8 avril 2012. Il est 8h30. Alger se réveille sur fond de rumeurs. La présence policière n'est pas à l'ordinaire et chacun s'adonne à des interprétations. Que se trame-t-il ? Des policiers, nombreux, dans les quartiers abritant des hôtels à moyenne bourse, procèdent au contrôle d'identité de personnes de passage. Du côté de la gare routière Kharouba, un dispositif anti-émeute impressionnant est mis en place. «Une marche ou un rassemblement se prépare», devinent des passants.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - La gare routière Kharouba est quadrillée. Des dizaines d'engins anti-émeute sont stationnés au niveau de la station-service de la route moutonnaire. Venus nombreux, les agents de l'ordre public semblent n'attendre plus que le feu vert pour lancer l'assaut.

A quelques mètres de la pompe à essence, un dispositif de contrôle de véhicules est improvisé. Des policiers filtrent toutes les voitures de taxis inter-wilayas qui rejoignent la gare. Ils fouillent même les bagages.

A l'intérieur de la gare, l'atmosphère est encore plus alarmante. Plus de policiers que de voyageurs. Tout est passé au peigne fin. Ils scrutent les passants, deviennent dans leurs yeux s'ils font partie de ceux qu'ils cherchent. Ils ciblent surtout les voyageurs portant des petits sacs.

Les bus inter-wilayas commencent à arriver. A peine foulant le sol, les voyageurs et leurs bagages sont contrôlés un par un. L'inquiétude commence à gagner la foule.

Les voyageurs se posent des questions. «Que se passe-t-il ?», s'interroge bruyamment un quadragénaire. «Il y a quelques jours, les anciens rappelés du Service national ont tenu ici même un rassemblement.

Les policiers étaient aussi nombreux qu'aujourd'hui. Il doit y avoir une action de



Les policiers passent au peigne fin les passagers et leurs bagages.

protestation qui se prépare», lui répond un jeune agent de nettoyage qui semble avoir l'œil et l'oreille sur tout ce qui bouge, sur tout ce qui se dit.

Le chat et la souris !

Il est 10h. La journée s'annonce chaude. Le soleil commence à agresser de ses rayons les passagers. La température augmente, tout le monde semble sur les nerfs. Une vingtaine d'individus portant de petits sacs à la main, encerclés par des policiers qui surgissent du jardin public de Kharouba, en contre-bas de la bretelle de la route moutonnaire. Regroupés sur un trottoir, ils attendent leur tour pour monter par quatre, dans les voitures de police qui arrivent les unes après les autres, pour les embarquer.

Deux jeunes gens de passage sont, à leur tour, arrêtés par un policier en civil portant un talkie-walkie. «Qu'avez-vous dans vos sacs ? demande-t-il. «Rien, des habits...», répondent-ils. Le policier en civil fouille leurs sacs. Il découvre deux

uniformes de gardes champêtres. Ils sont embarqués sur-le-champ. Ayant tout vu et tout entendu, deux jeunes filles debout à l'arrêt de bus de Kharouba et qui devinent depuis déjà un moment ce qui se passe, se disent : «Ah ! Il s'agit finalement d'une marche des gardes communaux».

La vingtaine de gardes champêtres abrités à l'intérieur du jardin public sont ainsi débusqués. Ils attendaient que leurs compatriotes arrivent des différentes wilayas du pays pour marcher vers le centre-ville d'Alger.

Quelques visages inquiets rasent les murs, se font discrets. Ils portent tous des petits sacs. «Voici un garde champêtre qui n'a pas encore été repéré par les policiers», tentent de jouer aux devinettes des citoyens qui semblent du coup ne plus être perturbés par les bus qui n'arrivent toujours pas à la station de Kharouba.

Au poste de police

Les gardes communaux qui ont réussi à déjouer la vigilance des policiers et sor-

tir de la gare routière sans se faire prendre, sont arrêtés dehors, un peu plus loin. Embarqués dans des fourgons, ils arrivent par petits groupes au poste de police de la gare routière. D'autres sont par contre arrêtés sur-le-champ, à l'intérieur de la gare. Il est 11h.

Une énorme queue de gardes communaux se dresse à l'entrée du poste de police. Ils passent un par un pour accomplir les formalités policières. Jusque-là, les choses se déroulent dans le calme. Pour ceux qui ont accompli les formalités d'usage, des policiers leurs demandent de monter à bord d'un fourgon pour les conduire quelque part.

Certains refusent d'obéir et demandent : «Où vous nous emmenez ?». La tension monte. Un garde champêtre lève sa chemise et montre une vieille blessure : «Regardez ce que le terrorisme m'a fait... Ce sont nous qui avons libéré ce pays. Pour rien au monde, je ne monterais dans ce fourgon. Prenez ma vie si vous voulez, mais moi, je ne pars nulle part, je reste ici !».

Un autre garde champêtre qui avait déjà été embarqué dans le fourgon empêche les policiers de fermer la porte et laisse exploser sa colère : «Sommes-nous des terroristes pour se faire embarquer comme de vulgaires assassins ?». Les policiers finissent par le laisser descendre.

Il est midi. La tension baisse et l'opération devient routinière. «Le procédé est simple, il suffit de repérer un quadragénaire avec un petit sac. Ils ont tous ramené leurs uniformes pour les mettre, une fois regroupés. Nous avons arrêté, depuis ce matin, environ 1 000 individus. Certains sont même venus, hier, et ont passé la nuit dans des hôtels à moyenne bourse», témoigne un policier.

Midi trente passé, deux gardes communaux viennent d'eux-mêmes au niveau du poste de police, pour rejoindre leurs compatriotes arrêtés. Ils ont compris que la marche a été avortée.

M. M.

Photo : New Press